

La Chine à Djibouti

Une base militaire à caractéristiques chinoises ?

Bertille JAMES

Le démarrage de la construction de la base militaire chinoise à Djibouti a été confirmé par le ministère de la Défense chinois en février dernier.

Longtemps, les officiels chinois ont répété que la Chine, en accord avec le principe de non-intervention guidant sa politique étrangère, ne se hasarderait jamais à construire de bases militaires ou à stationner de garnisons à l'étranger.

La construction d'une base militaire à Djibouti, qui devrait accueillir plusieurs milliers d'hommes dès fin 2017, constitue donc une prise de distance avec ce principe. Aussi le gouvernement chinois et les médias officiels adoptent-ils un profil bas sur cette question. La base militaire, officiellement désignée comme un « projet d'infrastructure offrant un support logistique aux convois de militaires chinois », aurait, selon le ministère de la Défense chinois, pour seul objectif de fournir un appui logistique aux troupes chinoises participant à des opérations d'escorte de navires dans le golfe d'Aden ou à proximité des côtes de Somalie ainsi qu'aux opérations de maintien de la paix et autres opérations humanitaires en Afrique.

En choisissant d'établir sa première base militaire à Djibouti, la Chine rejoint le club des grandes puissances qui stationnent leurs troupes dans ce micro-État de la Corne de l'Afrique. La position stratégique de Djibouti, une ancienne colonie française située dans le golfe d'Aden où transite 30 % du transport de marchandises international, et sa stabilité politique ont déjà conduit la France (1977), les États-Unis (2002) et plus récemment le Japon (2011) à y installer des troupes.

L'arrivée de la Chine sur ce territoire exigu où se cristallisent les ambitions militaires en Afrique des grandes puissances mondiales, alimente sans surprise le discours sur la « menace chinoise ». L'ambassadeur des États-Unis à Djibouti a ainsi évoqué certains

Bertille James a été associée aux travaux du Centre Asie de l'Ifri de janvier à juin 2016.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-609-0

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2016.

Comment citer cette publication :

Bertille James, « La Chine à Djibouti : une base militaire à caractéristiques chinoises ? », *Lettre du Centre Asie*, n° 69, 25 juillet 2016.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Email : accueil@ifri.org

Site internet :

www.ifri.org

risques : la Chine pourrait profiter de la proximité avec la base militaire américaine pour collecter des informations stratégiques sur les activités militaires américaines. Il a également exprimé son inquiétude quant aux rumeurs de construction de nouvelles bases chinoises sur les côtes africaines, plus près de l'Europe. Selon certaines sources, les craintes américaines auraient même conduit Washington, accompagné de Tokyo, à faire pression sur le gouvernement de Djibouti afin que ce dernier n'accède pas à la requête de la Chine.

Cependant, le caractère offensif de la démarche chinoise devra se mesurer à l'aune de la taille définitive de la base militaire – annoncée comme très modeste. Par ailleurs, il semblerait que la Chine ait, dans un premier temps, approché l'Inde pour la construction de sa première base militaire ce qui, selon certains analystes « laisse à penser que Pékin n'a pas d'autres ambitions militaires en dehors du soutien de ses forces dans un environnement de coopération avec d'autres nations intéressées par la protection de l'ordre public¹ ».

Quelles sont les raisons qui semblent avoir motivé la construction de la base militaire chinoise à Djibouti ?

L'impératif de protéger ses intérêts grandissants à l'étranger

Lors d'une conférence de presse en janvier dernier, Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères chinoises a entièrement justifié la construction du « centre logistique » de Djibouti par la nécessité pour la Chine de protéger ses intérêts à l'étranger, reprenant ainsi une argumentation développée dans le dernier *Livre blanc* paru au printemps 2015 qui présente les grands principes guidant la politique de défense chinoise².

Durant la dernière décennie en effet, les relations entre la Chine et nombre de pays africains se sont considérablement renforcées, d'abord pour des raisons économiques. Ainsi, l'Afrique est pour la Chine une source d'approvisionnement en ressources naturelles et énergétiques, et un important marché d'export pour les produits chinois. La Chine est devenue en 2009 le premier partenaire économique de l'Afrique avec des échanges commerciaux qui s'élevaient en 2013 à presque 160 milliards de dollars. Le premier ministre, Li Keqiang a, d'autre part, récemment annoncé l'objectif de

porter ces échanges à hauteur de 400 milliards de dollars en 2020. Les investissements croissants, consécutifs à cette offensive économique de la Chine en Afrique mais aussi la présence de ressortissants chinois ont poussé la Chine à renforcer ses activités dans le domaine de la sécurité. En effet, selon une étude de la Rand Corporation, un million de ressortissants chinois résideraient en Afrique et attendraient une protection de la part de Pékin sur un continent où nombre de régions connaissent une instabilité politique³. Certaines sources indiquent d'ailleurs que c'est l'évacuation, au printemps 2015, de ressortissants chinois depuis le Yémen vers Djibouti qui aurait précipité les négociations en vue de la construction de la base⁴.

Par ailleurs, la visite de Xi Jinping en janvier dernier en Égypte, en Arabie Saoudite et en Iran, qui a été accompagnée de la signature d'importants contrats, confirme la volonté de la Chine de consolider ses liens – avant tout économiques jusqu'à présent – avec cette région. Le document d'orientation, de janvier 2016, présentant la vision chinoise de ses relations avec le Moyen-Orient affiche la volonté de Pékin de renforcer ses liens dans le domaine de la coopération sécuritaire au Moyen-Orient notamment dans la lutte contre le terrorisme⁵.

Depuis une dizaine d'années, la présence de la Chine dans le domaine de la sécurité en Afrique s'est matérialisée au travers d'échanges militaires de haut-niveau, la création d'environ une quinzaine de postes d'attachés militaires, des dialogues de haut niveau dans le domaine de la défense, des visites de navires de guerre, une assistance militaire notamment en Angola, Ghana, Mozambique, Zimbabwe, Soudan et Tanzanie ainsi que la participation à des missions de sécurité comme par exemple au Soudan du Sud⁶.

La construction de la base militaire chinoise à Djibouti accompagnerait donc ce renforcement de la présence chinoise⁷ dans les questions de sécurité en Afrique mais également au Moyen-Orient, facile d'accès depuis Djibouti.

Renvoyer l'image d'une grande puissance responsable

Depuis 2008, la Chine a déjà participé à des opérations de lutte contre la piraterie et d'accompagnement de flotte dans le golfe d'Aden.

L'absence d'attaques par les pirates somaliens dans le golfe d'Aden depuis 2014 ne contribue pas à entièrement justifier la construction de la base militaire chinoise de Djibouti, d'autant plus que cette dernière est tardive.

Lors de la dernière décennie, la participation de la Chine aux opérations de l'ONU a fortement augmenté. Environ 2 600 Casques bleus chinois participeraient aujourd'hui à sept missions de l'ONU au Mali, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, au Darfour et au Liberia⁸, faisant de la Chine le 8^e fournisseur de casques bleus. La base de Djibouti permettrait d'apporter un soutien logistique à ces missions de l'ONU. En parallèle, à travers sa participation aux opérations de l'ONU en Afrique, la Chine espère projeter une image de grande puissance responsable.

La base militaire de Djibouti semble donc avant tout être un moyen pour la Chine de mettre en œuvre ses ambitions sécuritaires en Afrique afin de protéger ses intérêts à l'étranger.

Cependant, des doutes subsistent quant aux utilisations à moyen et long terme que la Chine pourrait faire de cette base avancée. Ainsi, Pékin pourrait utiliser la base de Djibouti comme une plate-forme de projection de sa puissance et influencer les affaires politiques et sécuritaires régionales. De cette manière, elle pourrait permettre à la Chine d'appuyer ses intérêts au Moyen-Orient et ainsi modifier, le cas échéant, le jeu politique régional.

1. M. Dûchatel et A. Sheldon-Duplaix, « China's "Imminent Issue", Djibouti and Overseas Military Interests », European Council on Foreign Relations, 2016.

2. « China's Military Strategy », Ministère national de la Défense du peuple de la République de Chine, 26 mai 2015, disponible sur : <http://eng.mod.gov.cn/>.

3. Lloyd Thrall, « China's Expanding African Relations – Implications for US National Security », Rand Corporation, 2015.

4. M. Dûchatel et A. Sheldon-Duplaix, « China's "Imminent Issue" », *op. cit.*

5. « China's Arab Policy Paper », Xinhua, 13 janvier 2016, disponible sur : <http://news.xinhuanet.com>.

6. M. Dûchatel, R. Gowan et M. Lafont Rapnouil, « Into Africa: China's Global Security Shift », European Council on Foreign Relations, 2016.

7. *Ibid.*

8. Q. He et G. Cui, « La Chine appelle l'ONU à soutenir davantage les capacités de sécurité de l'UA, People's Daily », 25 mai 2016, disponible sur : <http://french.peopledaily.com.cn/>.